

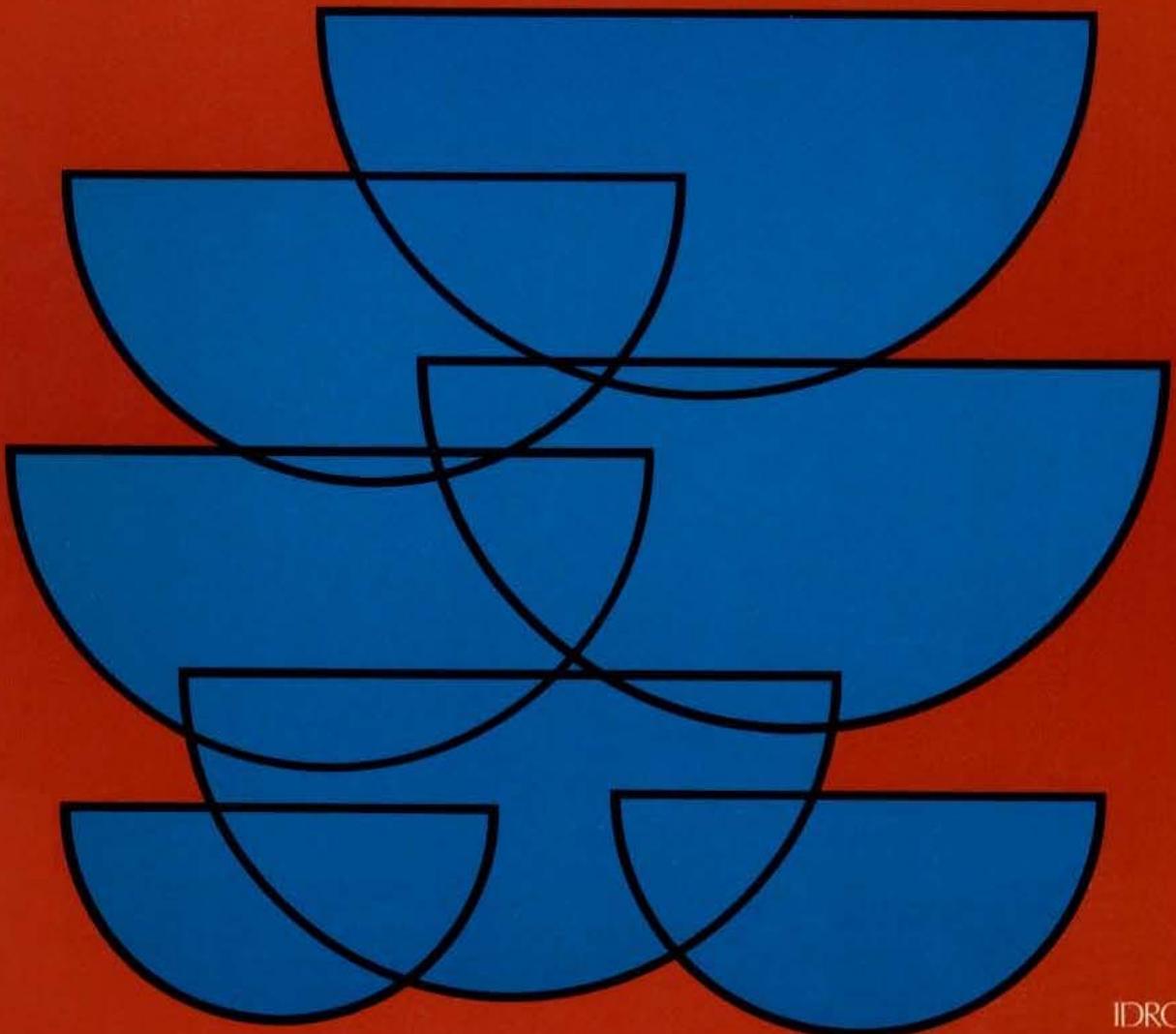


INTERNATIONAL  
DEVELOPMENT  
RESEARCH CENTRE

CENTRE DE RECHERCHES  
POUR LE DEVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

# VAINCRE LA FAIM: ATOUPS TECHNIQUES ET OPTIONS POLITIQUES

W. DAVID HOPPER



ISBN: 0-88936-068-5

UDC: 631

© 1975 Centre de recherches pour le développement international

Siège social: 60, rue Queen, Case Postale 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9

Edition microfiche: \$1

---

**IDRC-048f**

**VAINCRE LA FAIM:  
ATOUS TECHNIQUES ET OPTIONS POLITIQUES**

W. DAVID HOPPER

*Président, Centre de recherches pour le développement international*

*Texte d'une conférence prononcée dans le cadre des conférences  
sur le développement international en hommage à John A. Hannah  
Michigan State University, East Lansing, Michigan  
16 mai 1975*

## RESUME

Le Dr Hopper indique qu'en dépit des disettes qu'a connues le monde au cours des dernières années et des prédictions faites au sujet d'une famine encore plus grande, l'humanité n'a encore jamais connu une chance aussi grande de mettre au point un système agricole qui permettrait d'assurer à tous une nourriture abondante. Non seulement avons-nous les techniques voulues pour cultiver de vastes régions pratiquement inexploitées, mais il est maintenant possible d'augmenter plusieurs fois et même de multiplier le rendement des fermes de type traditionnel en les dotant d'une technologie moderne. La "révolution verte" dit-il, a servi principalement à démontrer qu'un fermier utilisant les méthodes de culture traditionnelles est ouvert aux nouvelles techniques, s'il croit que les profits sont à la mesure des risques et s'il peut compter sur des structures pouvant l'aider à s'adapter à ces changements. Ces structures exigeront des gouvernements qu'ils consacrent à cette fin des capitaux considérables afin d'assurer aux fermiers l'emploi de fertilisants, l'irrigation de leurs terres, les crédits et les débouchés nécessaires.

Les gouvernements veulent-ils vraiment investir dans cette infrastructure mise au service de l'agriculture? Selon le Dr Hopper, peu de gouvernements dans les pays en voie de développement feront de ce problème un ordre de priorité. Pour lui, ce qu'il importe surtout de modifier c'est l'attitude des organismes et des gouvernements donateurs face au développement agricole. L'aide apportée sous forme fragmentaire et bilatérale doit devenir une aide internationale concertée. La Conférence mondiale sur l'alimentation, tenue en 1974, a donné naissance à des organismes qui, avec l'aide d'une FAO plus dynamique, pourraient susciter l'action des gouvernements et réunir suffisamment de capitaux pour mener à bien cette lutte contre la faim.

## ABSTRACT

Dr Hopper argues that, despite grave food shortages in recent years and prophecies of more widespread famine to come, mankind has never before been faced with such an opportunity to create an agricultural system that will assure an abundance of food for all. Not only are techniques available to bring into production large areas that are virtually unexploited, but it is now also feasible to increase, several times over, the yield of traditionally cultivated farms by introducing modern technology. The "green revolution," he suggests, was mainly notable for demonstrating that a traditional farmer will respond to the economic opportunities of new technologies, if the returns seem to him to merit the risk involved, and if he finds an organizational structure that can support him as he changes. The structure, which has to assure him of access to fertilizer, irrigation water, credit, and markets, will involve governments in heavy investments.

Do governments possess the political will to invest in this infrastructure that will service agriculture? Dr Hopper believes that few governments in developing countries are likely to make this their top priority. But he suggests it is among the donor institutions and governments that the greater need exists to alter attitudes toward agricultural development. Piecemeal and bilateral aid must be transformed into concerted international programs. The World Food Conference in 1974 gave birth to three agencies that, with a revitalized Food and Agriculture Organization, could fulfill a promise to harness the political will of nations and attract enough resources to tackle the task of conquering hunger.

---

Je me sens doublement honoré d'être parmi vous aujourd'hui. C'est bien sûr un honneur d'avoir été invité par une aussi grande université, mais c'est aussi un honneur tout particulier de participer à une série de conférences en hommage au professeur John Hannah. J'admire depuis toujours les réalisations du professeur Hannah et je garde un précieux souvenir des liens que j'ai pu nouer avec lui depuis plus de dix ans dans nos efforts communs consacrés au développement rural et à l'alimentation des populations déshéritées.

Ma conférence porte sur le problème de l'alimentation dans le monde. Je vous ferai grâce des statistiques fastidieuses sur l'origine de ce problème. Je commencerai simplement en rappelant que des millions d'êtres humains sont dans la misère et que bien d'autres millions vivent dans la crainte de cette misère. Cet état de fait suscite aujourd'hui la rhétorique plus que l'action, les discours plus que les gestes concrets. Ces dernières années, certains observateurs ont manipulé ces statistiques, souvent à l'aide des moyens électroniques et des ordinateurs, et en ont tiré une vision selon laquelle l'avenir de l'humanité est plus sombre que son présent et que la misère frappera inexorablement un nombre encore plus grand d'individus nés et à naître. En réalité, il suffit de lire la majorité des ouvrages de futurologie — cette pseudo-science — pour perdre tout espoir. Les nouveaux prophètes d'aujourd'hui trouvent des disciples — et leur bénéfique — en annonçant un désastre imminent.

Dans quelle mesure ont-ils raison? Le raisonnement mathématique penche en leur faveur comme il penchait en faveur de Malthus il y a plus de deux siècles. Le poids de l'histoire est contre eux, tout comme il était contre Malthus. Mais l'histoire du comportement humain constitue une base trop fragile pour que l'on puisse en tirer des visions du futur. Seules les chances qui s'offrent actuellement de vaincre la faim peuvent leur donner tort; et seule l'incapacité des gouvernants de saisir ces chances peut donner raison à leurs prophéties. Jamais encore dans son histoire, l'humanité n'a disposé d'autant d'atouts pour assurer l'abondance, et jamais encore l'exploitation de ces possibilités n'a autant dépendu de l'action incertaine des institutions politiques. Je m'attacherai dans mon exposé à ces deux éléments du puzzle.

## LES ATOUTS

Pour placer le problème mondial de l'alimentation dans son contexte, il est nécessaire d'examiner d'abord la question du développement dans son ensemble. L'évolution des techniques fondamentales utilisées par l'humanité pour assurer sa subsistance s'est produite en trois grandes phases.

La première phase se perd dans la nuit des temps. C'est alors que l'homme a découvert que, s'il coopérait avec ses semblables et s'il se servait de la parole et des outils, il pouvait, grâce à la chasse et à la cueillette, faire des réserves suffisantes pour subvenir à ses besoins quotidiens de nourriture. C'est ainsi que l'homme peupla la terre, muni de cette seule économie de chasse et de cueillette.

La deuxième phase technique a pris naissance il y a environ 10,000 ans, probablement au Proche-Orient, lorsque l'homme ou plutôt, comme le rappelle Norman Borlaug, la femme, a découvert les techniques de l'ensemencement et de la récolte et aussi la domestication des animaux pour la viande et le lait. La révolution agricole engendrée par ces découvertes a gagné la majeure partie de la planète. La découverte de l'agriculture a permis de dégager des excédents importants dans de nombreuses sociétés agraires; elle a favorisé l'émergence des civilisations et le développement de classes sociales dont les préoccupations étaient non pas agricoles mais artistiques, intellectuelles, guerrières, religieuses, commerciales et même bureaucratiques.

La troisième révolution technique ne remonte qu'à quelques centaines d'années. Elle correspond à l'apparition de techniques de production dérivées de la science et qui touchent à toutes les activités humaines, tout en améliorant les vieilles techniques de chasse, de cueillette et d'exploitation agricole.

Le problème de développement inhérent à la plupart des pays du monde est lié au passage d'une économie où l'agriculture traditionnelle fournit l'essentiel du produit national à une phase où la production découle de l'utilisation de techniques modernes dérivées de la science.

Une telle mutation ne s'opère pas sans difficultés. Elle comporte des implications sociales, économiques, politiques et religieuses qui ne

---

peuvent pas être négligées, mais il ne faut pas non plus sous-estimer les possibilités offertes par les techniques modernes. Un facteur joue un grand rôle dans l'évolution: c'est l'usage de plus en plus répandu des techniques médicales modernes qui a permis, dans bien des sociétés en mutation, de faire descendre les taux de mortalité bien au-dessous des taux de natalité traditionnellement établis.

La croissance démographique qui en résulte nécessite souvent une accélération des changements afin de répondre aux besoins économiques d'une population accrue. Et même lorsque ces besoins peuvent être satisfaits grâce aux techniques traditionnelles — dans les pays, par exemple, qui disposent de terres vierges —, les perspectives d'une vie matérielle plus facile, qui semblent accompagner inévitablement la technologie moderne, suscitent des demandes et des aspirations qui ne peuvent être satisfaites que par une modernisation des méthodes de production traditionnelles.

Du fait de l'interdépendance qui semble exister entre les transformations techniques, l'augmentation de la population et les nouvelles aspirations qui appellent à leur tour d'autres changements techniques, nombreux sont ceux qui ont préconisé de limiter l'étendue et la nature des changements techniques et de les adapter davantage aux besoins spécifiques des différentes sociétés tels que définis par ces dernières. Que l'on puisse choisir dans un arsenal de techniques en fonction des désirs de l'utilisateur, voilà une proposition qui ne manque pas d'attrait. Cependant, on méconnaît souvent la nature interdépendante de la technologie dérivée de la science. La science forme un tissu et les techniques qui en dérivent sont également reliées entre elles comme les fils d'une étoffe dont aucun n'est isolable. L'augmentation de la population commande un surcroît de nourriture; dans beaucoup de pays, cela implique un accroissement de la production alimentaire par acre; les techniques modernes de culture permettent d'y parvenir, mais l'augmentation de production est obtenue grâce à un accroissement des produits végétaux par unité de surface cultivée. Ceci nécessite des substances nutritives supplémentaires pour soutenir cette plus grande densité; il faut donc produire et distribuer ces substances supplémentaires; ce qui suppose, à son tour, des usines, un réseau de voies de communications, des matières premières, des services d'entretien et de réparation dans l'industrie et les transports, etc., en somme, toute l'infrastructure d'une économie moderne. Bref, l'interdépendance des techniques est inévitable — le choix d'un ensemble de techniques entraîne néces-

sairement le choix d'autres ensembles concomitants de techniques qui se combineront avec les techniques initialement retenues. En réalité, on dit qu'un pays est "en voie de développement" parce qu'il ne dispose pas encore d'un ensemble homogène d'industries, d'infrastructure, de main-d'oeuvre qualifiée, de capitaux physiques et d'administrateurs pour assurer le fonctionnement harmonieux de son économie.

## LA SÉCHERESSE DE 1972

C'est au cours d'un processus de modernisation technique partielle qu'est survenue la sécheresse de 1972, d'une dureté sans précédent, qui a entraîné une baisse de 4 p. 100 de la production alimentaire mondiale. On avait pu percevoir depuis longtemps déjà les signes avant-coureurs de graves pénuries alimentaires. Depuis le début des années 50, la production alimentaire s'ajustait difficilement à l'accroissement démographique, sans parler des nouvelles exigences alimentaires des individus dont le niveau de vie réel s'élevait. La baisse de production de 1972 a entraîné un effondrement des stocks alimentaires, principalement aux États-Unis et au Canada. A la fin de l'année, il était évident que la production et les stocks réunis ne permettraient pas de faire face à la demande mondiale sans susciter un effet de rationnement imputable aux hausses importantes des prix alimentaires mondiaux. De façon soudaine et alarmante, les prédictions d'une pénurie alimentaire de dix ans et plus menaçaient de devenir réalité. On convoqua une conférence mondiale, et l'alimentation devint le centre de préoccupation des personnes s'occupant de l'avenir de l'humanité.

Il faut ici souligner que cette orientation est due au développement des sentiments humanitaires sur la planète. Les famines asiatiques de la première moitié de notre siècle suscitèrent de la sympathie mais peu d'aide concrète. La période de l'après-guerre a connu un développement sans précédent de la conscience mondiale soucieuse du bien-être et de l'alimentation des populations du globe. Les stocks de grains du Kansas, de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Galles du Sud furent considérés comme des réserves mondiales et, pendant presque trente ans, servirent à répondre aux demandes des peuples affamés. Jusqu'en 1972, ce n'est pas le volume des réserves disponibles qui faisait problème, mais leur transport et leur distribution aux populations dans le besoin. En 1972, l'offre de nourriture disponible atteint des niveaux inquiétants. Alors qu'ils représentaient aupara-

---

vant plusieurs mois d'approvisionnement, les stocks s'effondrent à un niveau équivalent à quelques semaines d'approvisionnement seulement: les prix grimpent et menacent d'exclure les pauvres des marchés; on commence à parler d'une famine inéluctable qui va faire des millions de victimes; certains avancent que les préoccupations humanitaires doivent s'effacer devant la loi implacable de l'intérêt égoïste; et les nations les plus défavorisées se voient sommées de corriger leurs erreurs et d'éliminer leurs pénuries alimentaires périodiques. C'est dans ces conditions que l'on s'achemine tant bien que mal vers une conférence mondiale sur l'alimentation.

Quelles chances réelles les pays les plus pauvres ont-ils de combler leurs pénuries alimentaires?

Sur le plan de la production, les possibilités sont considérables, n'en déplaise à ceux qui ne cessent d'annoncer l'apocalypse. Dans cette région du monde que délimitent les tropiques du Capricorne et du Cancer, un vaste potentiel agricole et vivrier demeure pratiquement inexploité. On y pratique l'agriculture et l'élevage selon des techniques qui ont peu évolué depuis des millénaires. Et pourtant, les éléments de base d'une agriculture productive — l'eau, un sol fertile, des conditions favorables à la végétation à longueur d'année et un ensoleillement abondant — renferment la promesse d'une abondance sans précédent.

Si, par exemple, la plaine de l'Indus, du Gange et du Brahmapoutre de l'Inde septentrionale et du Bangladesh était bien exploitée, on pourrait presque doubler la production céréalière actuelle du monde. Le Soudan méridional, qui représente des dizaines de milliers de milles carrés, reçoit chaque année plus de 400 milliards de mètres cubes d'eaux de pluie et de ruissellement dont seulement 20 milliards de mètres cubes sont drainés par le Nil. Ces eaux forment de vastes marécages, s'écoulent en nappes souterraines, s'évaporent sous le soleil torride de la saison sèche et produisent une végétation grossière et dense qui est de peu d'utilité pour l'homme. Des régions du monde qui sont encore pratiquement incultes, le Soudan méridional est sans doute la plus grande que l'on pourrait facilement mettre en valeur, suivie de près par les vastes pâturages du Sahel, ainsi que par certaines parties de l'Amérique latine, de l'Afrique occidentale, orientale et australe.

Le potentiel agricole pratiquement inexploité de ces larges secteurs des régions tropicales et subtropicales en voie de développement est probablement inférieur à celui des régions actuellement cultivées selon des méthodes traditionnelles, mais où les techniques agricoles modernes pourraient grandement accroître la production. Les nouvelles variétés des principales céréales et des tubercules féculents sont sensiblement supérieures aux matières biologiques locales du point de vue du rendement et de la teneur nutritive; les méthodes modernes d'irrigation, de collecte et de distribution des eaux de pluie offrent un coefficient d'efficacité d'utilisation de l'eau de près de 90 p. 100, ce qui contraste singulièrement avec l'efficacité des méthodes traditionnelles d'irrigation dont le coefficient varie entre 10 et 20 p. 100; adaptés aux climats et aux sols tropicaux, les systèmes de polyculture et de culture intercalaire peuvent faire passer les rendements de 1 ou 2 tonnes par hectare et par récolte à plus de 20 tonnes par hectare par année (en fait, le rendement par unité de superficie et *période de temps* remplace maintenant le rendement par unité de superficie comme mesure critique de production dans les régions tropicales). Ce n'est pas tout. De nouvelles méthodes permettant d'utiliser les résidus végétaux dans des programmes combinés de culture et d'élevage laissent entrevoir des rendements encore plus élevés dans les petites exploitations, une utilisation plus efficace des matières végétales impropres à la consommation humaine en même temps que l'obtention d'une source importante de protéines de qualité pour l'alimentation de l'homme. De nouvelles méthodes d'entreposage et de traitement des aliments élimineront les pertes et ouvriront de nouvelles possibilités pour les activités industrielles et le développement des régions rurales. L'amélioration des équipements agricoles assure une production plus élevée en favorisant l'efficacité et l'échelonnement des travaux agricoles, tout en rendant moins pénibles les tâches des paysans. De nouvelles variétés de graminées et de légumineuses fourragères, de nouvelles méthodes de lutte contre les épizooties, de nouvelles techniques de zootechnie et d'élevage en parcours, de nouvelles races de bétail, ouvrent de vastes perspectives pour l'amélioration du rendement de l'élevage et des pâturages. Ce ne sont là que quelques exemples parmi d'autres. La technologie moderne détient l'une des clés de l'abondance, le potentiel des régions tropicales en détient une autre.

---

## LE DANGER N'EST PAS ÉCARTÉ

Une question vient légitimement à l'esprit: pourquoi, alors qu'existent de réelles possibilités d'assurer une nourriture abondante, tant de gens vivent-ils à la limite ou dans la crainte de la famine?

Les réponses sont nombreuses. L'une d'elles tient à la nature même du développement agricole. L'accroissement de la production agricole provient de quatre sources essentielles:

- une expansion des terres exploitées en convertissant des zones vierges en terres de culture ou de pâturages — soit un mouvement horizontal dans l'espace géographique;
- de nouvelles combinaisons ou applications des facteurs de production agricoles traditionnels; soit une plus grande efficacité dans l'exploitation agricole;
- une utilisation plus intensive des facteurs de production traditionnels en ajoutant un ou plusieurs de chacun d'entre eux — soit un mouvement quantitatif avec une surface de réaction statique;
- l'emploi de nouveaux facteurs de production de façon isolée ou combinée avec des facteurs de production traditionnels dans une nouvelle relation technique — un mouvement vers une nouvelle surface de réaction.

Lors des dernières décennies, l'accroissement de la production agricole dans les zones subtropicales et tropicales des pays en voie de développement s'est effectué presque exclusivement selon les trois premières méthodes. Beaucoup de pays ont encore de grandes régions inexploitées, compte tenu de leur population. La plus grande partie de l'Afrique au sud du Sahara et de l'Amérique latine ne manquent pas de terres exploitables. En fait, pour certains de ces pays, la faiblesse de la population par rapport aux ressources est un handicap pour la croissance économique. Dans d'autres régions, les terres productives selon les méthodes traditionnelles sont toutes exploitées et la production a pu être augmentée principalement en intensifiant les facteurs de production traditionnels. L'accroissement des populations rurales se traduit par une utilisation plus intensive des ressources humaines et animales par unité de superficie et favorise une plus grande application du travail et du capital à l'amélioration des terres, qu'il s'agisse de développer le système d'irrigation, d'étager ou d'aménager des terrains pour améliorer l'approvisionnement en eau, d'accroître le nombre de puits pour le

bétail, d'améliorer les pâturages, etc. En fait, les expériences asiatiques montrent que chaque nouvelle addition à la force de travail agricole se traduit par une augmentation de production égale à la productivité moyenne de la main-d'oeuvre existante.

Dans certains pays, des amendements au régime foncier ont permis une réorganisation des facteurs de production traditionnels, suivie d'une croissance de la production. Mais, dans l'ensemble, les réformes agraires, la réorganisation des institutions rurales de type social, politique et économique, les programmes de vulgarisation, les activités de développement communautaire, etc. n'ont pas eu d'incidences directes importantes sur l'accroissement de la production, même si beaucoup de ces efforts ont incontestablement favorisé une distribution plus équitable des richesses et encouragé une utilisation plus intensive des facteurs de production.

Ce dernier point est important. Les réformes institutionnelles peuvent — elles l'ont fait dans certains cas — engendrer indirectement une augmentation de la production en encourageant les agriculteurs à accroître les facteurs de production dans l'attente de plus grands profits. Mais les techniques de production agricole ne donnent pas lieu, dans la plupart des cas, à des économies d'échelle et la production totale semble peu affectée dans son volume et sa variation, par le fait que les exploitations soient grandes ou petites, que les agriculteurs soient organisés ou non, que les propriétaires soient ou non des exploitants effectifs. A l'exception du cas où une terre est laissée en friche par décision du propriétaire qui est prêt à assumer la perte économique résultant de cet état de choses, la réforme des institutions dans le cadre de l'agriculture traditionnelle a des incidences politiques et sociales plus qu'économiques. Les objectifs de redistribution et de justice sociale méritent d'être poursuivis pour eux-mêmes, et ils ne doivent pas être jugés sur le fait que leur réalisation contribue ou non à augmenter la production. Les réformes sont trop souvent envisagées sous l'angle de l'augmentation de la production; il s'agit là d'une erreur fâcheuse, qui a ralenti à la fois la mise en oeuvre des réformes nécessaires et l'adoption de mesures permettant d'accroître la production.

Etant donné que l'augmentation de la production alimentaire dans les pays en voie de développement a été basée presque exclusivement sur une extension des surfaces cultivées ou sur une amélioration quantitative des facteurs de production traditionnels, il n'est pas

surprenant que la croissance ait été lente. L'augmentation marginale de la production consécutive tant à l'extension des surfaces cultivées qu'à des ajouts aux formes traditionnelles de capital et de travail sur les terres déjà exploitées, sera faible. Ceci est dû en partie à la faible productivité par travailleur et par unité de superficie qui caractérise les anciennes techniques, en partie à cause de la décroissance des rendements des facteurs ajoutés à ceux déjà employés.

Jusqu'à la fin des années 60, les seuls exemples d'augmentation de la production agricole par suite de l'application de techniques dérivées de la science, dans les pays en voie de développement, concernaient les cultures commerciales non vivrières. La production de caoutchouc, de certains oléagineux, de café, de thé, de coton, de tabac, de cacao, de sucre, de banane, a été augmentée dans beaucoup de pays tropicaux et subtropicaux grâce à la recherche et à la création d'unités de production employant les nouvelles substances biologiques et appliquant les nouvelles méthodes de culture nécessaires à des rendements plus élevés.

Ce que l'on a appelé la "révolution verte" dans la production de blé et de riz dans les années 60 est remarquable par son effet de démonstration: elle a montré que ce qui avait été fait pour les cultures commerciales pouvait l'être pour les cultures vivrières, et que les cultivateurs traditionnels sont prêts à saisir les possibilités économiques offertes par les nouvelles techniques. C'était la première fois que la production alimentaire par hectare augmentait sensiblement dans un certain nombre de principaux pays en voie de développement, grâce à de nouvelles techniques d'origine scientifique. Des gènes nains de blé et de riz ont transformé radicalement la structure de la plante; les nouvelles variétés ainsi mises au point ont particulièrement bien réagi à l'intensification de la fertilisation et de l'irrigation. L'addition de substances nutritives et d'eau a favorisé un peuplement dense qui a permis de multiplier, souvent par trois ou par quatre, les rendements obtenus par les techniques de culture traditionnelles.

## LES LEÇONS DE LA "RÉVOLUTION VERTE"

On peut tirer plusieurs leçons de l'expérience de la "révolution verte".

Tout d'abord, les bases de la nouvelle technologie ont été établies par l'application des méthodes modernes de recherche en vue de maximiser la production de ces deux céréales vivrières, sous le climat tropical. Le succès des recherches a donné naissance à un réseau de programmes internationaux qui couvre à l'heure actuelle toutes les principales cultures vivrières tropicales et subtropicales.

En second lieu, l'application des techniques de la "révolution verte" était fonction du pouvoir de décision de l'exploitant individuel. Ce dernier avait la possibilité de planter les nouvelles variétés, d'ajouter des fertilisants et d'irriguer. Sauf dans un sens très limité, une telle décision pouvait être prise indépendamment de celles de ses voisins. Il ne fait pas de doute maintenant que sa décision sera positive si les profits escomptés sont à la mesure des dépenses et des risques encourus.

En troisième lieu, l'implantation des nouvelles techniques dépend de la présence d'une infrastructure de services qui aideront les exploitants à opérer les changements. Le fermier doit pouvoir disposer de fertilisants, d'eaux d'irrigation en quantité suffisante et en temps opportun, de crédit ou de fonds de roulement et il doit avoir accès aux marchés d'approvisionnement.

En règle générale, une nouvelle technologie doit, pour être utile aux cultivateurs, être techniquement valable, économiquement rentable et être soutenue par une infrastructure.

Dans le cas de la "révolution verte", les surfaces consacrées aux nouvelles variétés de blé et de riz ont été relativement faibles compte tenu de ce qui était initialement espéré. Si l'on en cherche les raisons, il est clair que l'implantation de la nouvelle technologie est freinée par l'absence d'une ou de plusieurs des conditions indiquées ci-dessus. Les maladies, les parasites exotiques, l'intolérance au froid comptent parmi les nombreux facteurs qui limitent l'adaptabilité technique des nouvelles variétés. Les prix désavantageux, les facteurs élevés de risque tels que le temps ou les attaques imprévues de parasites et de microbes pathogènes, le coût élevé du crédit ou du

fonds de roulement peuvent réduire considérablement les attraits économiques de l'opération. La rareté des facteurs de production et l'incertitude des marchés peuvent annihiler tout désir d'innovation.

Cependant les techniques modernes de culture offrent des possibilités de rendement trop importantes pour qu'aucun pays puisse les négliger. Les gains potentiels de production dans les zones traditionnelles et nouvellement mises en culture sont immenses. Pour réaliser ce potentiel, il est nécessaire d'une part de coordonner les recherches sur les céréales vivrières, les animaux et la politique alimentaire et d'autre part de créer une infrastructure de marchés et de services aux exploitants. Les gains alors obtenus sont très élevés par rapport aux investissements de départ. Pour tout dire, c'est le manque d'investissements qui est au cœur du problème de l'alimentation dans le monde.

Il y a un thème à la mode dans certains milieux, c'est celui du "triage". Cette opération consiste à diviser les blessés des champs de bataille en trois catégories — ceux qui n'ont pas besoin de soins médicaux immédiats; ceux qui ont des chances de survivre s'ils reçoivent des soins immédiats; et ceux qui n'ont pas de chances de survie, même avec des soins immédiats —; le triage aide les médecins du front dans la répartition des médicaments et des services médicaux disponibles. Certains classent maintenant les nations suivant le même modèle, selon qu'elles n'ont pas besoin d'aide, qu'elles sont capables de faire fructifier l'aide reçue, ou qu'elles sont dans une situation si mauvaise qu'on ne peut même pas les aider.

C'est un concept que, pour ma part, je rejette totalement. Il est non seulement indigne d'hommes de bonne volonté, mais il correspond en outre à une perception complètement erronée de la réalité.

Les principaux exemples de nations qui pourraient figurer dans la troisième catégorie sont l'Inde et le Bangladesh. Ce sont pourtant, sur le plan agricole, deux des pays les plus productifs du monde. Le fait qu'ils fassent vivre une grande population à l'aide d'une agriculture essentiellement traditionnelle témoigne non de leur pauvreté mais de l'extraordinaire productivité de leur sol et de leurs habitants. S'il n'en était pas ainsi, ils ne connaîtraient pas l'expansion démographique qui est la leur actuellement. Il ne s'agit donc pas de procéder à un triage, mais de chercher à introduire dans une agriculture traditionnelle des techniques dérivées de la science permettant d'accroître et

même de multiplier plusieurs fois les rendements. Les réelles difficultés que rencontrent ces nations attestent de leur grand potentiel productif. Non seulement ne doit-on pas supprimer l'aide, mais il importe de l'intensifier afin de retirer tous les bénéfices que laissent escompter les ressources nationales.

## LES INVESTISSEMENTS DE SÉCURITÉ

Si l'humanité possède des atouts certains pour parvenir un jour à l'abondance alimentaire, est-elle par ailleurs protégée contre un désastre général semblable à la sécheresse de 1972?

Il faut tout d'abord reconnaître que les stocks alimentaires mondiaux peuvent protéger l'humanité contre une brusque catastrophe qui n'affecterait qu'un petit nombre de gens sur un territoire relativement restreint. En 1972, la production céréalière mondiale a décliné d'environ 50 millions de tonnes métriques, ce qui aurait suffi à nourrir quelques 275 millions de personnes pendant une année si l'on prend pour base les niveaux courants de consommation dans les plus pauvres des pays en voie de développement. Aux prix actuels, un stock de réserve de 50 millions de tonnes de grains coûterait plus de 5 milliards de dollars à l'achat, sans parler des frais d'entreposage, d'entretien, d'administration, des frais financiers, etc. Le coût des réserves est alors véritablement inabordable. En pratique, on maintiendra des stocks de sécurité mais en quantité plus faible, permettant seulement, en cas d'urgence, de dépanner à court terme une population relativement limitée. La sécurité alimentaire du globe ne sera véritablement assurée qu'en développant les régions agricoles où la production est pratiquement garantie quelles que soient les variations de pluviosité et de température. L'aménagement des bassins fluviaux au moyen notamment de travaux d'irrigation, l'exploitation à des fins agricoles des cours d'eau d'origine glaciaire, la mise en valeur de régions assurées d'une forte pluviosité, constituent autant de moyens de garantir un niveau minimal de production en période d'adversité.

La Sahel constitue un bon exemple de région susceptible d'assurer, moyennant des investissements appropriés, une sécurité d'approvisionnement en nourriture. Même après six ans de sécheresse prolongée, quoique réduit, le débit du Niger à Niamey était appréciable. En aménageant le bassin du Niger et en organisant soigneusement l'irrigation de la vallée, on assurerait un certain niveau de récolte quand bien même la sécheresse réapparaîtrait. Un investis-

---

sement comparable dans les zones sèches de pâturage de la région serait sans doute beaucoup plus productif en cas de pluies persistantes, mais il ne s'agirait pas d'un investissement de sécurité.

L'Inde offre un exemple frappant d'investissement de sécurité non délibéré; entre 1967 et 1971, ce pays a augmenté sa capacité productive de 20 millions de tonnes métriques. Les grandes possibilités de rendement des variétés naines de blé et de riz ont poussé les agriculteurs à investir dans l'irrigation et l'amélioration des sols; ces investissements ont permis de hausser de 25 p. 100 en moyenne la production agricole indienne.

Le même programme de développement permet souvent de poursuivre en même temps les objectifs jumelés de croissance et de sécurité de la production alimentaire. Mais la recherche de la sécurité entraînera fréquemment des investissements plus considérables que ceux qui répondent à des objectifs de croissance. Pour justifier ces investissements, il faudra, parmi les avantages, mettre en relief la réduction des variations annuelles de rendement; encore faut-il que cet avantage soit reconnu comme tel par ceux qui établissent les ratios coûts-bénéfices des projets de développement.

Nous avons d'abord posé la question: pourquoi les possibilités de production alimentaire n'ont-elles pas été mieux exploitées? Bref, pourquoi il y a-t-il un problème alimentaire?

La réponse tient à la nature complexe du développement; à la nécessité de consacrer des investissements massifs à une infrastructure de services si l'on veut que les agriculteurs aient une possibilité de choix réaliste entre les techniques modernes de production; à la nécessité de mettre en oeuvre des programmes de recherche pour obtenir de hauts rendements; et à la nécessité d'offrir des stimulants économiques pour encourager les fermiers à mettre en pratique les résultats des recherches et à utiliser les meilleurs facteurs de production ainsi que les services commerciaux. Les hésitations des pays face à l'ampleur des investissements requis, les difficultés inhérentes à la gestion des services de recherche, les risques politiques liés à l'application de mesures visant à stimuler la production alimentaire, et la complexité de tous ces divers éléments ont mis beaucoup de pays à la merci du problème de la faim. Le dernier aspect de la question concerne le choix des options politiques et la détermination des gouvernants à les appliquer.

## LES OPTIONS POLITIQUES

En dernière analyse, l'offre mondiale de nourriture est en retard sur la demande par suite de l'effet global d'innombrables décisions isolées de la part des familles et des gouvernements. Les éléments susceptibles de combler cet écart entre l'offre et la demande sont assez simples à énumérer. Cependant leurs implications peuvent soulever de grandes difficultés pour les politiques de certaines nations.

Du côté de la demande, les politiques qui s'imposent avec le plus d'évidence concernent la réduction de la fécondité dans les familles. La population des pays en voie de développement s'accroît au taux de 2.5 p. 100 par an, ce qui représente une augmentation mensuelle de 5.5 millions d'habitants. Mais le contrôle de la fécondité s'est avérée être un but difficile à atteindre. L'approche directe du problème au moyen de programmes de planification familiale n'a connu qu'un succès limité, en raison de leur mauvaise application mais aussi à cause des facteurs économiques et sociaux qui prédisposent les sociétés à des taux de natalité élevés. Dans bien des régions du globe, il est prouvé que le revenu per capita des familles économiquement faibles augmente avec le nombre des enfants dans la famille. Voilà qui incite extraordinairement les familles à se développer.

Si l'on évalue les résultats de la planification familiale à l'échelle mondiale, il semble improbable que les taux de croissance démographique diminuent de façon sensible dans les prochains vingt-cinq ans, bien que l'on sache encore trop peu de choses sur les facteurs qui gouvernent les taux de fécondité des différentes sociétés pour pouvoir faire des prévisions fiables. On a pu constater que la fécondité tend à diminuer au fur et à mesure que le niveau d'instruction des femmes s'améliore, que le nombre des femmes au travail augmente, que les taux de mortalité infantile s'abaissent, que l'âge au mariage s'élève, etc. Mais on ne connaît à peu près rien sur le comportement des taux de fécondité en cas d'augmentation du volume et de baisse des prix des aliments, face aux nouvelles perspectives économiques offertes aux familles rurales, et face aux changements sociaux occasionnés par une rupture avec les systèmes traditionnels de production et d'échange. C'est peut-être dans ces domaines et dans d'autres encore aussi mal connus que des mesures pourraient s'avérer décisives pour l'abaissement de la fécondité et le ralentissement de la croissance de la demande de nourriture. Même

---

si l'on ne peut pas atténuer ces zones d'ombre, des travaux concertés de recherches démographiques orientés dans de nouvelles directions au-delà des limites de cette discipline, pourraient fournir des éléments qui échappent actuellement à la connaissance des démographes et des planificateurs familiaux.

Tant que la croissance démographique ne sera pas freinée, l'écart entre l'offre et la demande mondiales de nourriture ne pourra être comblé qu'en agissant sur les ressources alimentaires offertes et pouvant être offertes à la population.

Il convient d'abord de situer l'augmentation de la production alimentaire dans le cadre du développement dans son ensemble. Dans la plupart des pays en voie de développement, la prospérité du secteur agricole (qui représente entre la moitié et les quatre cinquième de la population) est un facteur essentiel du bien-être économique national. S'ils veulent maintenir et améliorer cette prospérité, les gouvernements doivent soigneusement déterminer leurs objectifs en matière de développement rural. L'accroissement de la production alimentaire ne constituera probablement qu'un de ces objectifs. Améliorer la productivité des petites exploitations agricoles, assurer l'emploi en milieu rural, redistribuer les fruits de la croissance par des réformes institutionnelles, fournir de meilleurs services éducatifs, sanitaires et administratifs, etc., voilà autant d'objectifs de développement tous isolables et valables qui peuvent ou non entrer en conflit avec l'augmentation de la production alimentaire.

Chacun de ces objectifs sera soumis à un arbitrage politique et se verra accorder une priorité différente suivant la philosophie économique et sociale dominante du pays concerné, compte tenu de ses propres traditions culturelles et sociales et des ressources dont il dispose.

Pour beaucoup de pays, l'accroissement de la production alimentaire n'a aucun caractère d'urgence. Ce n'est certainement pas le cas des nations fortement peuplées de l'Asie du Sud, de certaines parties de l'Indonésie et des régions sèches du Soudan africain, où la faim est une réalité quotidienne. Mais, pour la plupart des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est, les problèmes alimentaires ne tiennent pas tellement aux quantités de calories nécessaires; il s'agit plutôt pour eux d'augmenter la part des légumes, des fruits et des matières animales. Le problème principal est d'ordre qualitatif et pas

simplement quantitatif. Dans de tels cas, les priorités de développement porteront plutôt sur la lutte contre la pauvreté rurale et sur les principaux éléments susceptibles d'améliorer les conditions économiques et sociales des communautés rurales. Dans ces pays, la production alimentaire ne fait pas l'objet de choix politiques cruciaux. Aussi, lors de la Conférence mondiale sur l'alimentation de l'an dernier, un grand nombre de ces nations ont réclamé non pas des moyens pour améliorer immédiatement la production alimentaire, mais un réaménagement de l'ordre économique mondial afin de disposer d'un meilleur accès aux marchés des pays riches et d'être assurés de tirer un meilleur revenu de la vente des matières premières (dont beaucoup sont agricoles), des produits finis et semi-finis provenant de leur territoire.

Qu'en est-il des pays d'Asie et d'Afrique qui souffrent actuellement d'un manque de calories? Ces pays ont de réelles possibilités d'accroître sensiblement leur production alimentaire s'ils parviennent à moderniser leur agriculture.

Afin d'y parvenir, nous venons de voir que chaque pays doit consacrer d'importants investissements pour créer une infrastructure moderne de services aux exploitants agricoles et pour améliorer la production alimentaire à l'aide de stimulants économiques. Chaque pays doit aussi disposer d'un ensemble de moyens techniques propres à améliorer les rendements. Dans chaque cas, les nations affectées de pénuries alimentaires n'ont pas pu satisfaire à ces conditions. Elles n'ont pas mis sur pied l'infrastructure nécessaire; leurs politiques économiques en favorisent pas ou même découragent l'augmentation de la production alimentaire; les recherches dans les nouvelles techniques agricoles ne reçoivent pas un financement suffisant et n'ont pas un caractère réellement prioritaire. En fait, l'agronomie est l'une des activités les plus mal rétribuées et les moins prestigieuses socialement.

Je m'attacherai à un seul des éléments que je viens de passer en revue, à savoir la création d'une infrastructure au service des exploitants agricoles. Non que je sous-estime l'importance des autres facteurs, mais je suis convaincu que si l'on met en place une telle infrastructure, les autres éléments seront rapidement pris en charge dans les politiques nationales.

---

Les investissements inhérents à un système agricole moderne sont coûteux et, bien souvent, excèdent très largement les possibilités d'un pays pauvre. Ainsi, l'aménagement du bassin du Niger nécessitera la collaboration d'au moins six pays, tous arrosés par ce fleuve ou ses affluents. Le coût total des seuls travaux d'aménagement sera de l'ordre de plusieurs milliards de dollars; la formation technique des agriculteurs, l'emploi d'administrateurs et d'ingénieurs-hydrographes, l'aménagement dans la vallée d'un réseau de routes, de lignes électriques, de marchés, de dépôts d'approvisionnement, l'amélioration des terres cultivables, bref toute l'infrastructure d'une économie agricole moderne, feront doubler ou tripler ce coût. En outre, si l'on met en oeuvre les moyens d'irrigation les plus modernes, le coût des investissements proprement agricoles sera équivalent ou supérieur aux coûts d'aménagement et de dérivation du fleuve. Cela représente un investissement vraiment colossal pour un groupe de nations dont le PNB total n'atteignait pas en 1971 la moitié du montant des ventes brutes de la General Motors.

Il en va de même pour l'Asie du Sud. Le potentiel de production de la plaine de l'Indus, du Gange et du Brahmapoutre en Inde et au Bangladesh est immense. Mais, selon une estimation prudente, il en coûterait de 15 à 20 milliards de dollars pour moderniser véritablement l'agriculture, en exploitant notamment le potentiel hydro-électrique des grands cours d'eau d'origine glaciaire du Népal. Cet investissement est faible si on le compare à son rendement potentiel, mais il représente plus du double du produit national brut annuel actuel de l'Inde; c'est un peu comme si les États-Unis se lançaient dans une opération qui coûterait plus de deux billions de dollars.

## DU BLÉ OU DES FUSILS

Pour les pays concernés, les investissements nécessaires à la création d'une infrastructure agricole moderne sont de la nature du rêve. La question ne se pose même pas. Mais dans un monde qui consacre chaque année 250 milliards de dollars aux armements, il est difficile de croire qu'on ne peut pas trouver les quelques dizaines de milliards de dollars qui permettraient de nourrir les affamés aujourd'hui et plus tard. Il est clair que, même si l'on fait abstraction des problèmes d'échanges extérieurs, les surplus à investir ne pourront pas être facilement dégagés dans les pays directement affectés par les pénuries alimentaires. Et quand bien même ils pourraient l'être, les contraintes politiques de ces pays relèguent souvent l'alimentation au second rang dans l'ordre des priorités.

Le cas de l'Inde constitue un bon exemple à cet égard. En 1962, la politique extérieure de l'Inde après son indépendance — politique pacifique avec une force militaire réduite — fut totalement battue en brèche par le conflit avec la Chine sur sa frontière septentrionale. Profondément humiliée, elle dut, à grand frais, se doter d'une force militaire efficace. En 1965 et 1972, l'Inde affronta et repoussa victorieusement des menaces extérieures, qui, sans les sacrifices du début des années 60, auraient pu l'anéantir. Il est difficile pour l'observateur étranger de trancher entre les impératifs des transformations agricoles et ceux de l'intégrité nationale. On voudrait bien que les deux objectifs puissent être poursuivis conjointement et, dans une certaine mesure, c'est ce qui fut fait. Mais les fusils et le blé ne se combinent pas facilement et lorsqu'un pays doit développer ses ports, ses voies de chemin de fer, son téléphone, ses phares, ses écoles, ses hôpitaux, etc., l'amélioration de la production du riz vient faire une ponction supplémentaire sur les ressources nationales. La tentation est grande alors de choisir les solutions au moindre coût, de rechercher quelques zones géographiques restreintes qui donnent des rendements immédiats sans grandes dépenses et de les exploiter en négligeant les investissements plus importants mais plus fondamentaux qui assureraient les bases permanentes d'une agriculture moderne.

Si la modernisation agricole ne peut pas être financée par les ressources propres des nations qui en ont le plus besoin, qu'en est-il de l'aide extérieure? Il existe quelques cas où les donateurs étrangers se sont concertés pour créer les conditions nécessaires à la naissance

d'une agriculture à hauts rendements dans une vaste région géographique qui offrait de grandes possibilités. L'aménagement du bassin du Mékong en Thaïlande et en Indochine en est un exemple, tout comme le projet d'aménagement de l'Indus au Pakistan. Mais, dans l'ensemble, les organismes d'aide n'ont recherché et financé que de petits projets d'une portée géographique limitée et restreints à quelques-uns seulement des éléments nécessaires à une pleine transformation. Des routes sans systèmes de marché ou d'approvisionnement ou sans moyens de transport; des puits et des pompes d'irrigation sans canaux de distribution et de drainage; des usines d'engrais sans centres de dépôt pour les exploitants agricoles; des points d'eau pour le bétail sans amélioration des pâturages: autant de manifestations de bonne volonté, de générosité et d'humanitarisme, qui ne témoignent guère cependant d'une bonne compréhension de la complexité des réalités. Les résultats ont été décevants; de grands potentiels de production demeurent inexploités et la famine sévit toujours. Il est même difficile de ne pas en conclure que les tâches ardues de la préparation des projets et du contrôle de l'aide se sont substituées à celles, plus ardues encore, d'une rationalisation de l'aide et d'une harmonisation entre la réflexion et l'action qui permettrait de réaliser une véritable transformation agricole.

## LES RESPONSABILITÉS DES DONATEURS

C'est aux donateurs, et non aux bénéficiaires, qu'il faut reprocher une préparation intellectuelle insuffisante pour contribuer efficacement à la croissance agricole. Ce sont les donateurs qui fixent les règles du jeu en matière d'aide. Ce sont les gouvernements des pays donateurs qui déterminent les niveaux de l'aide et qui, sauf dans quelques cas d'aide multilatérale, en désignent les bénéficiaires. C'est dans les institutions des pays donateurs que sont formés les stagiaires des pays bénéficiaires. C'est le groupe des donateurs qui, agissant séparément ou collectivement, agréé et finance des projets fragmentaires qui sont rarement conçus de façon à s'étayer les uns les autres ni même à s'imbriquer dans l'espace ou dans le temps pour accroître l'apport de chacun au progrès général. Tous ces efforts ont contribué à augmenter la production alimentaire, mais à un rythme qui compense à peine la hausse de la demande.

Si la faim doit être vaincue, ce sera grâce à une volonté concertée et à une association étroite des pays riches et des pays pauvres. Mais c'est aux pays riches qu'il incombe de façonner cette association, de manifester le désir de travailler ensemble et de dégager de leurs revenus les ressources nécessaires pour éliminer la faim chez leurs voisins les plus pauvres.

La Conférence mondiale sur l'alimentation a pris conscience du fait qu'il fallait mobiliser et coordonner l'utilisation des immenses ressources nécessaires pour accroître la production alimentaire. Le professeur Hannah, auquel cette série de conférences rend hommage, est dans une large mesure à l'origine de la création de trois nouvelles organisations: le Conseil mondial de l'alimentation, le Groupe consultatif sur la production et les investissements alimentaires (CGFPI) et le Fonds international de développement agricole, création qui a été décidée lors de la Conférence. La création de ces nouveaux organismes, s'ajoutant à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le principal organisme des Nations Unies oeuvrant dans le domaine des besoins alimentaires mondiaux et du développement rural, laisse espérer que la volonté politique des nations du monde sera canalisée vers la lutte contre la faim.

L'histoire des efforts internationaux dans le domaine du développement nous fournit cependant matière à réflexion. Trop souvent la création de mécanismes bureaucratiques marque la fin de ces efforts.

---

L'enthousiasme fait place à l'autosatisfaction; les procédures bureaucratiques minent les énergies; on glisse facilement vers le bavardage, on agite des rapports, on fait des plans, on prépare des études, au détriment de l'action efficace. C'est un peu l'histoire de la FAO, qui avait au départ pour idéal l'élimination de la misère, un idéal qui a sombré sous l'effet des ingérences et des maladresses politiques et du gaspillage et de l'inertie bureaucratiques. Si les structures nouvellement créées doivent collaborer avec la FAO pour être efficaces, il faut insuffler à cette dernière un nouveau dynamisme, lui redonner mordant et professionnalisme, lui fournir de nouvelles directions d'action et de nouvelles perspectives de coopération. Les résultats devront être appréciés en fonction des progrès tangibles réalisés dans la lutte mondiale contre la faim et la malnutrition et en fonction de la prospérité et du bien-être des populations rurales. Le personnel de la FAO a la compétence et le dévouement nécessaires pour s'attaquer à ce formidable défi; il lui faut maintenant mobiliser ses capacités et ses énergies. Si les travaux de la FAO, du Conseil mondial de l'alimentation et du CGFPI sont coordonnés efficacement et si chaque organisme cherche sa justification dans l'accroissement de la production agricole mondiale et non dans la préparation de rapports, l'adoption de résolutions, les questions de procédure et les concours d'éloquence, on peut valablement espérer que la faim sera vaincue.

Cependant, la réalisation d'une perspective prometteuse nécessite toujours des efforts. Les pays riches et les pays pauvres doivent apprendre à harmoniser leurs actions s'ils veulent vaincre la misère. Les nations riches doivent abandonner leur préférence pour le bilatéralisme en matière d'aide internationale, au moins lorsqu'il s'agit d'augmenter la production alimentaire, et doivent être prêtes à s'exprimer collectivement et à raisonner et à agir en termes de milliards et non de millions de dollars; d'années et non de mois; de vastes programmes intégrés et non de petits projets, de développement total et non partiel. Les nations pauvres doivent laisser de côté leurs intérêts égotistes en reconnaissant que certains peuples sont plus durement frappés que d'autres; que les ressources sont limitées et doivent être affectées en priorité, mais non exclusivement, aux besoins les plus criants; que l'élimination de la faim doit être un seul objectif nécessitant un même effort de la part de tous les partenaires dans le développement; que la répartition inégale du potentiel de production alimentaire entre les nations exige une pondération en conséquence des projets de développement; que le développement

moderne nécessite un personnel hautement qualifié qui devra être formé dans le pays ou importé de l'extérieur, mais qui doit être assuré d'un soutien énergétique au moment opportun; que les visions des techniciens doivent se concilier avec celles des politiciens.

La victoire sur la faim reposera finalement sur les relations entre les pays partenaires, qui devront faire intervenir des éléments trop souvent absents dans le passé. Les pays donateurs doivent se montrer plus sensibles aux préoccupations des bénéficiaires à l'égard de leur souveraineté et, en retour, les bénéficiaires doivent accepter d'atténuer leurs réclamations à cet égard au nom de l'intérêt commun et pour le bien de l'humanité. Le dialogue entre les partenaires doit s'établir sur un pied d'égalité et prendre davantage en compte les traditions sociales et culturelles et les aspirations courantes. Il faut que les efforts conjoints deviennent véritablement conjoints, chacun des associés partageant à la fois les avantages et les difficultés, et que les discussions entre partenaires soient plus franches. A l'arrogance du donateur doit succéder le souci commun du bien de l'humanité, et aux ressentiments du bénéficiaire, l'enthousiasme de contribuer à part entière à la recherche de ce même bien.

La thérapeutique est de taille, qui exige une action concertée de toutes les nations pour le bien commun. Dans un monde où les nouvelles nations s'inspirent des modèles des vieilles nations qui, de leur côté, s'efforcent de maintenir leur puissance et leur gloire d'antan, c'est un pari qui sera difficile à tenir. Je suis convaincu toutefois que c'est l'avenir de l'humanité qui en dépend. Des possibilités d'abondance s'offrent à nous; si les pouvoirs politiques manifestent assez de détermination pour les saisir, la faim sera vaincue.

